

## Résistance, résidu, reste

Pierre Lefebvre

Volume 48, numéro 3 (273), septembre 2006

La résistance culturelle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32788ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Lefebvre, P. (2006). Résistance, résidu, reste. *Liberté*, 48(3), 7–15.

## Résistance, résidu, reste

Pierre Lefebvre

Quand on se rend à « résistance » dans *Le Petit Robert*, on trouve ceci : « Phénomène physique consistant dans l'opposition à une action ou à un mouvement ; force qui s'oppose à une autre, tend à l'annuler ; action par laquelle on essaie de rendre sans effets (une action dirigée contre soi) ; action de s'opposer à une attaque par les moyens de la guerre ». On trouve aussi des références à l'électricité, à l'effort sportif, de même, puisqu'il s'agit d'un dictionnaire français, qu'une allusion au gouvernement de Vichy et à l'Occupation allemande.

Je ne sais pas trop si j'irais jusqu'à dire que c'est parce qu'il était bigleux, mais Jean-Paul Sartre a écrit quelque part que « on a raison de se révolter ». De là à affirmer qu'on aurait, nous aussi, raison de résister, il n'y a qu'un petit pas. Cela dit, la résistance est peut-être une toute autre question que la révolte — surtout si on pense à la façon dont Sartre s'est comporté durant l'Occupation —, mais je m'éloigne du sujet. La révolte, en effet, implique un objectif ou à tout le moins un ennemi à peu près précis. Pensons, par exemple, au capitaine Bligh lors de la révolte du *Bounty*. La révolte, en effet, est d'abord affaire d'insubordination, d'insurrection ou même de rébellion. C'est au fond la petite sœur de la révolution, soit une chose qui, pour une raison ou pour une autre, à un moment donné, éclate. La résistance, de son côté, me semble trouver sa raison dans un rapport de force un peu plus trouble. Si, en 1887, les Français ont mis à bas l'Ancien Régime, guillotiné Louis XVI, puis instauré la République, ils ont préféré, entre 1940 et 1944, résister aux Allemands. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée de me lancer ici dans une étude comparative du système d'oppression que représentaient respectivement la monarchie française et l'Occupation allemande, mais toujours

est-il qu'il fut choisi, dans un cas, de se révolter tandis que, dans l'autre — par une minorité, il faut le dire — de s'engager dans un travail de sape. On refusait alors le nouvel ordre établi et tentait, par les moyens du bord, de freiner son déploiement pour l'empêcher de devenir définitif. Il s'agissait de durer, d'endurer, de survivre. La question n'était pas d'instaurer un ordre nouveau mais de tenter de préserver celui qui avait été ravi.

La résistance, c'est peut-être ainsi beaucoup plus le « I would prefer not to » de Bartleby que le « Ha ! ça ira, ça ira, ça ira, les aristocrates, on les pendra ! » du chant des révolutionnaires. Si cela ne l'empêche pas de s'aventurer sur le terrain de la rébellion, elle n'en demeure pas moins une façon de se révolter lentement — et non pas tranquillement, nuance — dans une logique en quelque sorte marathonnienne. Ce que je préfère pourtant dans la définition de la résistance que nous propose *Le Petit Robert*, ce qui en elle m'interpelle tout particulièrement, c'est tout d'abord l'idée de *phénomène physique* et celle d'opposition à un *mouvement*. La notion de mouvement, en effet, me semble représenter de manière tout à fait adéquate cette impression de menace diffuse qu'évoque pour moi la résistance. Un mouvement n'est pas plus un objet qu'une personne ou un lieu de pouvoir, que celui-ci soit symbolique ou non, mais plutôt affaire de mouvance, de dérive, de flux et de reflux, de remous, d'impulsion. L'ennemi n'est pas une cible précise, ce n'est pas un roi ou une institution, mais bien *quelque chose* qui se déploie, qui circule, qui déboule, qui glisse, de façon aussi progressive qu'insensible, d'un endroit à un autre.

Un proverbe venu d'Afrique, fort à la mode ces temps-ci, affirme qu'*il faut tout un village pour élever un enfant*. J'évoque cette sage parole parce qu'elle me semble illustrer à dessein ces notions de mouvance, de dérives et de glissements, qui nécessitent aussi les efforts de toute une communauté pour arriver à leur maturité. Ainsi, suite au premier choc pétrolier des années 1970, puis à l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, à celle de Margaret Thatcher,

à l'effondrement de l'URSS, au démantèlement du bloc de l'Est puis à l'émergence et à la consolidation de ce qu'on appelle, à tort ou à raison, la mondialisation, le capitalisme a réussi à se faire passer, à peu près partout en ce monde, comme un état naturel des choses ; une force de la nature au même titre que la pluie et le beau temps, l'attraction terrestre ou le passage des saisons, bref une chose indépassable avec laquelle il faut, au pire, composer ou encore — selon les points de vue — embrasser avec enthousiasme. Cette perception particulière de ce bon vieux capitalisme est plus souvent qu'autrement dénommée le néolibéralisme. Cette dernière appellation ayant été au cours des dernières années un peu trop galvaudée à mon goût, je préfère parler de *gestionite*, ou encore d'*entreprenariaïte*, soit donc un mal mystérieux qui force à percevoir l'ensemble des activités humaines — si ce n'est également chaque chose de ce monde lorsque le mal est à son stade malin — par la lorgnette de la logique économique. En d'autres mots, je dirais que, depuis une vingtaine d'années, l'ensemble des discours de nos institutions et de nos diverses disciplines se trouve corrompu par une série de glissements de sens engendrés en grande partie par le vocabulaire de la gestion et de l'entreprise. Comme si, désormais, la notion de gestion était plus importante que ce qui doit être géré.

Prenons les universités comme exemple. Celles-ci, on le sait, font de plus en plus la cour aux entreprises privées afin de compenser de douloureux manques à gagner ; elles se présentent donc comme des lieux d'investissement des plus rentables et multiplient les échanges avec le secteur privé. La chose, bien sûr, entraîne des conséquences sur le rôle de l'université en tant qu'institution. Comme l'explique Gilles Gagner dans *Main basse sur l'éducation*, cette nouvelle situation a conduit les universités à favoriser la recherche au détriment de l'enseignement, la notion de transmission étant, dans une optique de performance, jugée fort peu rentable à court ou à moyen terme. Ce qui explique que, d'un point de vue comptable, bien qu'il s'agisse là de la mission

première de l'université, l'enseignement est maintenant plus ou moins considéré comme un poids mort. Or l'enseignement n'est pas uniquement le lieu de la transmission d'un héritage, mais également celui de la récapitulation/évaluation de la recherche et des avancées en cours dans différents domaines. Ce qui nous permet, en tant que société, de prendre un peu de recul et de réfléchir à ce qu'on est en train de faire. Défavoriser l'enseignement, c'est ainsi miner cet exercice fondamental pour toute civilisation.

À cela s'ajoute que la recherche, bien que favorisée, est, elle aussi, mise à mal par cette nouvelle donne ; on y privilégie de façon marquée la recherche appliquée, plus séduisante aux yeux des entreprises privées, à la recherche fondamentale, fort peu rentable à court terme. Or un nombre important de découvertes scientifiques sont issues de ces recherches fondamentales. Pensons par exemple à l'informatique qui nous provient des recherches fondamentales en logique pure et en physique quantique. En réduisant ce type de recherche, en faisant en sorte qu'il participe de moins en moins à la pratique universitaire, c'est en quelque sorte la fonction même de la recherche scientifique que l'on affecte. On affirme alors que la recherche n'a pas tant pour but le savoir et la connaissance mais bien la résolution de problèmes précis, résolutions se devant, bien entendu, de mener à une application concrète pouvant être exploitée. Ainsi, au lieu de servir la mission de l'université, la logique comptable cherche à transformer la mission de l'université. Les étudiants y sont d'ailleurs perçus, non pas comme des gens qui font des études, mais comme des clients. Comme le chantait Serge Reggiani, *les loups sont entrés dans Paris*.

Les universités ne sont pas les seules à être aux prises avec un tel paradoxe, soit le travestissement de leur nature afin de s'adapter à des exigences comptables. L'ensemble de nos activités, je le répète, est de plus en plus perçu à la lueur des paramètres de l'offre et de la demande, de l'investissement et du rendement,

au point où ce qui se présente comme étant de l'ordre de la dépense pure, c'est-à-dire ce qui brûle sans clairement rapporter, ce qui s'envole sans laisser de trace claire dans les colonnes comptables, se retrouve soit écarté, soit transformé de façon à pouvoir être comptabilisé.

Cette attitude est particulièrement inquiétante lorsqu'elle s'insère dans le domaine des arts et de la culture. Comme je l'ai déjà évoqué dans ces pages<sup>1</sup>, le glissement sémantique amené par le concept d'industrie culturelle me semble tout à fait représentatif de la *gestionite* telle qu'elle prend forme dans ce domaine. Avec une telle appellation, ce que l'on exige ni plus ni moins de la pratique artistique et culturelle, c'est de fonctionner comme une industrie. Or l'industrie, pour reprendre une fois de plus la belle analogie d'André Brassard, fonctionne selon le principe suivant : rentabiliser un prototype le plus rapidement possible en le reproduisant à un grand nombre d'exemplaires. L'argent accumulé sert bien sûr aux profits de l'entreprise qui, sans ceux-ci, n'en serait pas une, mais également à concevoir un autre prototype qui, une fois mis au point, sera multiplié de façon à générer à son tour des profits et des fonds pour de nouvelles recherches. Cette façon de faire, j'en conviens, est sans doute au point lorsqu'on fait des tournevis. Par contre, lorsqu'elle est appliquée aux arts, il y a, comme on le voit pour les universités, une perversion des fins premières. Ainsi, peu à peu, dans notre vocabulaire comme dans nos perceptions, les œuvres deviennent des produits. Cette conception, issue vraisemblablement des départements de marketing, se promène désormais à l'air libre, sans honte et sans pudeur, comme si elle participait de l'ordre naturel des choses. Une « artiste » comme Caroline Néron, par exemple, n'éprouve aucun tremblement en affirmant : « Je ne compare mon produit à aucun autre. Ce que je fais, c'est du Caroline Néron, point<sup>2</sup> ».

<sup>1</sup> « Le verbe intransitif », *Liberté*, vol. 47, n° 2 (268), mai 2005, p. 3-19.

<sup>2</sup> Nathalie Petrowski, « Caroline Néron, beauté désespérée », *La Presse, Cahier Arts et spectacles*, 30 avril 2006, p. 1.

On avancera peut-être que, de la part d'une chanteuse pop, un argument de ce type n'étonne guère, ce qui est un peu vrai, mais je commence par contre à m'indigner quand notre ministre de la Culture, Madame Line Beauchamp, utilise ce terme pendant une discussion avec Bernard Émond sur le plateau de *Christiane Charrette en direct* pour parler de son film. Or un produit, plus précisément dans le cadre d'une logique marchande, c'est ce qui peut faire l'objet d'un commerce ou d'un marché. Instaurer une logique d'offre et de demande dans le cadre de la culture représente une terrible dérive. Le désir d'apprendre, d'être ému, diverti ou encore provoqué, peut toujours, à la limite, être perçu comme une demande plus ou moins clairement énoncée, et les œuvres, comme des offres tentant plus ou moins adroitement d'y répondre. Avant sa sortie, aucun marché, aucun désir, aucune demande n'est formulée pour *Madame Bovary*. Lorsque je lis *Madame Bovary*, je ne consomme pas. Lire un ouvrage, que ce soit pour se divertir ou pour tenter d'aller un peu plus avant dans le mystère du monde, n'a rien à voir avec user une paire de jean. Il s'agit alors plutôt d'un *commerce* au sens premier, soit celui du rapport, de la fréquentation et de la relation. De plus, réduit à une marchandise, ce roman se retrouve inévitablement soumis à un impératif de rentabilité. Aucun commerce en ce monde ne peut se permettre, en effet, de posséder un inventaire dormant, c'est-à-dire ne circulant pas. Le problème, c'est que la valeur d'une œuvre, contrairement à celle d'un sandwich, ne peut être réduite à sa valeur d'échange. À la limite, la notion même de valeur d'échange, lorsque appliquée à la culture, est une aberration. Économiquement, *Madame Bovary* ne vaut rien. Ce qui a un prix, c'est le livre. Car combien vaut *Madame Bovary* ? Le 12,50 \$ d'une édition de poche ? Le 120,00 \$ d'une Pléiade ? Ni l'un ni l'autre, bien sûr. On ne peut tout simplement pas l'aborder dans les cadres de cette logique. Quand on se met à considérer cette œuvre non pas comme une œuvre mais un produit, au même titre qu'une paire de souliers, on s'avance sur un terrain aussi perverti que miné. Ainsi, demander aux œuvres de *performer*, comme le font

ces produits que sont les voitures, les plats surgelés, les cigarettes ou les sous-vêtements, me semble une grave erreur. Je ne dis pas, bien sûr, que la notion de rentabilité doit être bannie du commerce nécessaire à la diffusion des œuvres — une liberté éditoriale est évidemment tributaire d'une liberté économique — mais que ce commerce ne doit pas calquer ses méthodes sur celles du commerce. C'est au commerce à s'adapter à la culture, et non l'inverse. Autrement, rien ne va plus<sup>3</sup>.

L'exemple le plus éclairant qui me vient à l'esprit est le sort que l'on a fait et que l'on continue de faire subir à la chose culturelle à la Société Radio-Canada. Il m'apparaît, en effet, extrêmement symptomatique que le travail de mortification des émissions radiophoniques consacrées à la culture sur les ondes de ce qui s'appelait alors le réseau FM de Radio-Canada est, somme toute, à l'origine de la naissance de la Chaîne culturelle. C'est-à-dire que l'appellation *culturelle* pour désigner cette chaîne est précisément arrivée au moment où la réflexion et la création y étaient fortement malmenées. Les émissions considérées *pointues* comme *Paysages littéraires* ou *Des idées plein la tête* ont été déplacées du dimanche après-midi à la fin de soirée en semaine, puis purement et simplement éliminées, sous prétexte que leurs cotes d'écoute s'étaient dégradées. On connaît la suite. La Chaîne culturelle elle-même a été bazardée et, désormais, les heures de la Première chaîne consacrées à la culture sont l'équivalent réflexif de l'*easy listening*, soit donc une parole spécifiquement formatée pour entrer par une oreille et ressortir — le plus rapidement possible — par l'autre. Il ne faudrait tout de même pas qu'il en reste quelque chose. Or la culture, la pensée et la réflexion, de même que le plaisir et l'extase, sont précisément ce qui résiste aux passages

---

<sup>3</sup> Pour le plaisir de l'anecdote, les Éditions des Cahiers du Cinéma rééditaient l'an dernier, en l'augmentant de passages inédits, le *Journal* du cinéaste Andreï Tarkovski. Souhaitant en faire la recension, j'ai téléphoné à l'attaché de presse montréalais de l'éditeur pour me faire répondre que, cet ouvrage n'ayant pas de potentiel commercial, aucun service de presse n'avait été prévu.



d'une oreille à l'autre. C'est ce qui laisse une marque, un résidu, qui nous travaille et parfois nous transforme.

La radio de Radio-Canada fait bien sûr toujours œuvre de culture en réalisant, par exemple, des séries de dix heures consacrées à Diane Dufresne, à Gilles Vigneault ou à Claude Gauthier, mais elle refuse aujourd'hui de consacrer ne serait-ce qu'une demi-heure à Jacques Brault, à Jacques Ferron ou à Arthur Buies. Tout comme les universités, Radio-Canada a choisi d'imposer une vision spécifique de ce que doit être la recherche, puisque la culture, somme toute, est d'abord une recherche de sens. En acceptant cette conception comptable du monde, Radio-Canada, mais aussi Téléfilm Canada, l'ONF, Québecor, Renaud-Bray et combien d'autres, privilégient l'appliqué au fondamental. Pire encore, ils affirment que la culture se limite à l'appliqué ou, plus précisément, à ce qui circule de façon fluide dans un cadre commercial. Chose plus inquiétante encore, ce qui ne circule pas dans ce contexte, ce qui résiste donc au flux marchand, ce qui n'est pas plébiscité par une masse critique suffisante, est de plus en plus considéré anti-démocratique, comme si on amalgamait bêtement libéralisme économique et libéralisme politique. La parole et les œuvres qui ne rapportent pas sont accusées d'*élitisme* puisque l'on considère que c'est une minorité qui s'y intéresse — que l'on amalgame par mollesse à un sorte de *gratin* forcément déconnecté du *vrai monde*; il devient dès lors tendancieux de gaspiller les fonds publics pour elle, tout comme il devient suicidaire, dans une logique d'entreprise privée, de s'en préoccuper. Ainsi, tout comme la recherche fondamentale tend à disparaître de l'espace universitaire, ce qu'on pourrait toujours nommer les *œuvres fondamentales* tend à disparaître de l'espace public. Cachons, je vous en prie, ces seins sans silicone qui ne rapportent guère.

Or, si le fondamental n'est pas rentable, il n'en demeure pas moins nécessaire, si ce n'est même vital. C'est également le cas de l'amitié, par exemple. La parole appliquée, soit une parole

visant un but unique, passe et circule. La parole fondamentale, soit une parole cherchant l'essentiel, nécessairement inaccessible, peut-être même non définissable, puisque porteuse du mystère du langage et de notre présence au monde, la parole fondamentale, donc, reste, c'est-à-dire qu'elle résiste.